

PDF hosted at the Radboud Repository of the Radboud University Nijmegen

The following full text is a publisher's version.

For additional information about this publication click this link.

<http://hdl.handle.net/2066/149805>

Please be advised that this information was generated on 2019-04-23 and may be subject to change.

[Romain Malejacq](#) 01/01/2015

Alternatives internationales n°016

Afghanistan : talibans, toujours vivants !

La première transition démocratique réussie du pays ne signifie pas la fin du problème afghan. Les talibans et autres insurgés sont toujours aussi actifs. Et ils le resteront, tant les forces étatiques sont déficientes.

La signature en septembre 2014 d'un accord de partage du pouvoir entre Ashraf Ghani, nouveau président de la République islamique d'Afghanistan, et son rival du récent scrutin Abdullah Abdullah désormais chef de l'exécutif, n'a certainement pas marqué la fin de la crise politique qui touche le pays depuis plusieurs mois. La formation d'un gouvernement d'unité nationale a néanmoins entériné la première transition démocratique du pays et constitue à ce titre un moment charnière de son histoire politique.

Afghanistan (carte)



Population : 32 millions
PIB : 23,2 milliards de dollars
Taux de croissance : + 4,5 %
Taux de chômage : nc
Espérance de vie : 60,5 ans
Source : Banque mondiale, FMI

Dans le contexte du retrait progressif des forces armées de la coalition, ce dénouement électoral a par ailleurs permis d'atténuer le climat général d'incertitude et d'anxiété. Enfin, la nomination du nouveau président a surtout rendu possible la signature d'un accord bilatéral de sécurité (BSA) entre l'Afghanistan et les États-Unis qu'Hamid Karzai, le président sortant, refusait toujours de finaliser. Au vu de l'évolution de la situation en Irak, où un accord similaire n'avait pu être trouvé et où l'ensemble des forces américaines avait dû quitter le pays, la signature, dans les 24 heures qui avaient suivi l'investiture du nouveau président, a été vécue comme un soulagement à Washington.

Cet accord prévoit le maintien sur le sol afghan de près de 10 000 soldats américains dont le rôle sera de continuer à former, conseiller, et entraîner l'armée nationale afghane (ANA) dans sa lutte contre l'insurrection talibane après 2014, ainsi que celui de forces spéciales affectées à la poursuite d'opérations antiterroristes contre les groupes hostiles aux intérêts américains (et non pas à la lutte contre les talibans). Il est prévu que ces troupes soient réduites de moitié d'ici la fin de l'année 2015, puis à 1 000 après 2016. Le maintien des forces américaines permet en outre à l'OTAN de conserver un contingent supplémentaire de 3 000 soldats (fournis par l'Allemagne, la Turquie et l'Italie) qui auront également pour tâche d'entraîner, d'assister et de conseiller l'ANA. À l'aube de l'année 2015, si les contours de la situation politique générale du pays restent toujours flous, l'incertitude qui régnait quant au maintien de troupes étrangères est ainsi dissipée. La question principale est désormais de savoir si 13 000 soldats étrangers seront suffisants pour contenir la menace que représente l'insurrection talibane.

Forces de l'ordre en désordre

De quelle menace parle-t-on ? S'il est toujours difficile d'évaluer les capacités militaires d'un mouvement insurrectionnel, il est néanmoins possible de douter des rapports faisant état d'un affaiblissement des talibans. Au nord, ils ont su tirer avantage de la polarisation croissante provoquée par les élections. Ils sont parvenus à s'établir et à lancer des offensives dans des districts qui leur étaient auparavant quasi inaccessibles et à prendre pied dans des zones laissées vacantes par la coalition. Les talibans conduisent non seulement des activités de guérilla classique mais ont aussi désormais la capacité d'engager des offensives de plus grande envergure et de capturer des postes de contrôle tenus par les milices pro gouvernementales de la police locale afghane (ALP). Au sud et à l'est, les talibans - et les groupes armés qui leur sont affiliés tels que le réseau Haqqani et le Hezb-e Islami - tirent toujours profit de la porosité de la frontière afghano-pakistanaise pour transporter hommes et matériel. Si les talibans ne s'avèrent aujourd'hui ni en mesure de contrôler les grands axes de communication et d'approvisionnement (qu'ils continuent de perturber, tels l'axe Kaboul-Kandahar), ni de s'emparer des principales villes afghanes, ils semblent néanmoins mieux coordonnés et plus unis que par le passé. Ils contrôlent par ailleurs une grande partie du sud-ouest du pays et restent toujours capables de conduire des attaques ciblées en plein cœur de Kaboul, Kandahar, ou encore Djalalabad. Ils bénéficient d'un certain soutien populaire dans de nombreux districts, en particulier dans les zones où les milices pro gouvernementales de l'ALP marginalisent et violentent les populations ainsi que dans les zones où ils profitent de l'absence d'État pour se substituer à celui-ci, fournissant notamment sécurité et système juridique.

Gouvernement hors champs

Est-il vraiment réaliste, dans ce contexte, de voir le gouvernement afghan vaincre l'insurrection ? S'il est vrai que le retrait du gros des troupes de la coalition pourrait nuire aux capacités de mobilisation des talibans dans leur lutte contre l'envahisseur étranger, il est pourtant peu probable que l'ANA parvienne, dans un futur proche, avec ou sans soutien américain, à faire ce que les forces de la coalition n'ont pas réussi en une décennie. Malgré tous les efforts mis en place ces dernières années en faveur du renforcement de l'armée afghane, celle-ci souffre toujours cruellement d'un manque de formation, de ressources logistiques et d'équipement (en particulier en ce qui concerne l'aviation), d'un taux de rotation du personnel dangereusement élevé, de problèmes de corruption, ou encore de factionnalisme politique et ethnique. La police nationale (ANP) connaît des problèmes structurels similaires et n'a en aucun cas les capacités de lutter contre l'insurrection. Les milices pro gouvernementales de l'ALP, quant à elles, sont souvent mal équipées, souffrent d'un manque cruel de légitimité, et sont régulièrement accusées de prédation sur les populations ce qui ne fait que renforcer le soutien aux talibans et attiser les antagonismes entre les différents groupes ethniques.

Que faut-il conclure d'un tel constat ? Avant tout que l'ANA ne sera certainement pas en mesure de vaincre l'insurrection dans les années qui viennent. Faut-il dès lors en déduire que le gouvernement afghan sera amené à s'écrouler dans un futur proche ? Probablement pas non plus, en tous les cas pas du seul fait de l'insurrection. Il est permis de croire que cette dernière gagnera du terrain dans les provinces, sans pour autant parvenir à contrôler les villes. Il est en effet vraisemblable que l'armée afghane sera en mesure de tenir les principales agglomérations tant que le gouvernement bénéficiera du soutien américain. Il est difficile de penser que le conflit entre les forces insurrectionnelles et le gouvernement actuel puisse trouver une autre issue qu'une solution négociée. Pour autant, les discussions visant à un éventuel arrêt des hostilités et un quelconque partage du pouvoir ne semblent aujourd'hui pas plus avancées qu'elles ne l'étaient à la fin de la présidence d'Hamid Karzai. Ashraf Ghani a bien tenté de relancer le processus le jour de son inauguration, appelant les talibans et le Hezb-e Islami à entamer des discussions. Mais sans succès. En l'absence de troupes étrangères dans les régions, il n'est par ailleurs pas exclu que les seigneurs de guerre et autres commandants, s'ils venaient à être politiquement marginalisés, tentent de maximiser leurs intérêts et leur autonomie dans leurs fiefs respectifs. Dans un contexte de grave crise économique, d'accord politique incertain et fragile, et d'insurrection grandissante, 2015 pourrait bien, après une année 2014 de toutes les incertitudes, être celle de tous les dangers pour l'Afghanistan.